

Les crédits

de la recherche à faire pour régler un problème au lieu de s'attaquer au problème de front. Je n'ai fait que donner des exemples de la nullité du gouvernement actuel et du précédent. Les gens en ont assez.

À Windsor, nous sommes particulièrement conscients de l'importance de l'environnement et nous en avons soupé des questions. Ce sont des réponses que nous voulons.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je suis très heureux de pouvoir faire quelques remarques au sujet du discours de mon collègue. Je sais que les ministres assis en face l'ont écouté attentivement. Je m'étonne qu'aucun d'entre eux n'ait contesté ce qu'il vient de dire. Pas un ministre n'a demandé la parole pour s'inscrire en faux contre le discours du député de Windsor—Sainte-Claire.

Comme moi, le député de Windsor—Sainte-Claire représente une circonscription située sur le bord de la voie maritime du Saint-Laurent. La mienne englobe tout ce qui se trouve à l'est, au sud et au nord, mais pas à l'ouest, de la ville de Cornwall.

Il n'est pas sans savoir qu'il existe chez nous un énorme problème écologique sur les bords du fleuve Saint-Laurent. La réserve indienne d'Akwesasne, ou Saint-Régis pour ceux qui l'appellent encore ainsi, fait partie de ma circonscription. Les autochtones qui y vivent, comme s'ils n'avaient pas assez d'autres difficultés, ont littéralement fait les frais de la mauvaise gestion de notre écosystème. Quand je dis «notre», je fais allusion aux Européens qui sont venus s'établir ici bien après les autochtones et je parle plus particulièrement des dommages causés par certaines usines de l'autre côté du Saint-Laurent, aux États-Unis.

Il y a trois usines en face de l'île Cornwall, dont une aluminerie de la société Alcoa. Les deux autres appartiennent aux sociétés Reynolds et General Foundary, une filiale de General Motors.

D'une ou plusieurs de ces usines employant des produits chimiques, des dioxines et d'autres produits du genre ont filtré jusque dans le fleuve Saint-Laurent. Les gaz s'échappant des cheminées de l'une de ces usines ont pollué l'écosystème de l'île à tel point que le lait et la viande des vaches qui y paissaient il y a quelques années n'étaient plus propres à la consommation humaine. Imaginez les répercussions sur la population locale!

Mon collègue ne croit-il pas que les négociations que nous avons menées ces dernières années avec les Américains afin de les amener ou de les forcer à réduire certaines de ces horribles émanations ont été très gravement insuffisantes compte tenu de pareils dégâts? J'espère que la circonscription de mon collègue ne connaîtra jamais une dévastation pareille. J'espère qu'aucun autre Canadien n'a subi ce qu'ont subi les Indiens de Saint-Régis.

Si jamais ce genre de problème se présentait dans sa circonscription, le député ne croit-il pas que notre gouvernement ne fait pas suffisamment à cet égard et que notre société, dans son ensemble, a fait preuve d'une négligence extrême en permettant que certains de ses membres vivent un pareil état de choses?

M. McCurdy: Merci, monsieur le Président. Quand le député a dit qu'il était surpris qu'il n'y ait pas de ministre de l'autre côté pour me répondre, j'ai pensé qu'il allait passer du côté du gouvernement pour un instant. Il semble bien qu'il n'y a aucun ministre de l'autre côté pour me répondre. Avec ce qui reste de ce côté-là, je pense que personne ne se lèvera à moins que les moules ne portent des turbans. Mais ce n'est pas grave.

Des voix: Oh, oh!

M. McCurdy: Maintenant, répondons à la question. Je suis évidemment d'accord avec ce que le député a dit. Je ne pense pas pouvoir le dire avec plus d'éloquence que lui. Il a bien montré ce qui arrive aux gens parce qu'on n'a pas fait assez attention à l'écosystème.

Je ne pouvais pas m'empêcher de penser à l'une des annonces les plus efficaces que j'aie jamais vue à la télévision. Elle montre un autochtone qui regarde, les larmes aux yeux, les dégâts causés à l'environnement dont le soin est une partie si importante de sa culture religieuse.

Je suis d'accord avec la thèse selon laquelle nous n'avons pas réussi à négocier de bons accords de contrôle de la pollution transfrontière avec les États-Unis, mais cette thèse laisse entendre que les États-Unis sont les seuls responsables de cet échec. De notre côté, mon collègue d'Essex—Windsor a attiré l'attention sur la pollution flagrante des Grands Lacs dans la vallée de la chimie, à Sarnia, ce qui prouve que, du côté canadien, nous ne valons pas mieux qu'eux.

Nous ne devrions pas non plus fausser la question en blâmant exclusivement le gouvernement parce que nous sommes tous habitués à un mode de vie qui cause, tous les jours, de graves dommages à l'environnement. Non, je n'oublie pas ces aspects de la question. J'espère même